

# relance sur ordonnance ?

Le film est un produit coûteux. Il devient encore plus coûteux en l'absence de barèmes de référence et de rigueur dans la gestion des projets, aggravé par les déficits chroniques en matière de ressources humaines spécialisées et de moyens de production et de post-production, qui ouvrent, malheureusement, la voie dans des cas de plus en plus nombreux, au recours à des partenaires et à des prestations techniques hors du territoire national avec des surcoûts inévitables compte tenu de la faiblesse sans cesse croissante de la monnaie nationale et de la complexité des procédures de paiement extérieur. Et lorsqu'on se résout à travailler «local» quel qu'en soit le prix, il faut compter, là aussi, avec la surenchère qui s'est emparée sauvagement du «marché» national.

On entend dire que faire un film aujourd'hui est un pari difficile, un parcours du combattant pour de nombreux cinéastes. Mais faire un film avec quel argent ? En ces temps d'affaiblissement financier pour les raisons que l'on sait, avec une politique d'austérité qui ne dit pas son nom, un Fdatic dont le guichet s'est mis pratiquement en congé faute de ressources, vers quel saint se tourner lorsque l'objectif pour renaître de ses cendres et s'inscrire progressivement comme un cinéma national émergent est de produire selon les canons l'art au moins dix longs métrages de fiction et une vingtaine de courts et moyens métrages documentaires et de fiction par an les cinq premières années de la relance, de monter en cadence au fur et à mesure des résultats sur tous les fronts de l'activité cinématographique pour se réconcilier d'abord avec le public national, récupérer un statut régional assumé avec bonheur et générosité les premières décennies de l'indépendance, et reprendre la marche vers une notoriété internationale qui s'est éloignée de nos portes depuis les fabuleuses *Chroniques des années de braise*, il y a quarante-deux ans de cela ?

Pour que l'appel à l'investissement privé ne soit pas un vœu pieux, l'Etat doit donner l'exemple et mettre la main à la poche en considérant que la relance du cinéma national en tant qu'art et industrie ne se réduit pas à des actes isolés et circonstanciels mais commande sans tarder, avec gravité et responsabilité, la mise en place d'un véritable «programme spécial» pluriannuel à l'instar de ceux que le pays a eu à concevoir et à conduire avec succès pour délivrer d'autres secteurs de leurs déficits chroniques comme celui de l'alimentation en eau potable, sans ironie aucune.

Ce programme spécial doit être évalué et quantifié par une cellule d'experts ouverte aux professionnels connus pour leur expérience, leur compétence, leur sens de l'engagement et leur sagesse, loin de tout corporatisme réducteur, dirigée par le plus haut cadre du ministère de la Culture, avant sa formalisation et sa présentation aux services du Premier ministre qui pourrait nommer à ses côtés un «Monsieur Cinéma» tout-terrain, pour suivre et contrôler la réalisation de tous les chantiers programmés en coordination avec les structures centrales et les organismes cinématographiques sous tutelle qui auraient assuré leur maintien après leur passage sous le scanner de la restructuration chirurgicale incontournable du secteur.

Bien évidemment, pour l'Etat, mettre la

main à la poche dès la pose de la «première pierre» de ce vaste chantier destiné à loger durablement le bien-être culturel dans l'esprit des gens, pour emprunter à une terminologie que l'actuel Premier ministre connaît très bien en sa qualité de bâtisseur aguerri, ne signifie pas se démettre de la volonté de chercher et de mobiliser d'autres sources de financement.

Un prélèvement sur les gains de la loterie sportive, un versement au fonds d'aide (Fdatic) d'une partie des taxes touchant aux équipements audiovisuels et cinématographiques, ainsi que d'un pourcentage significatif sur les résultats annuels des droits d'auteurs dont la gestion gagnerait à être productive et ne pas se contenter d'actions sociales de chevet

***Bien évidemment, pour l'Etat, mettre la main à la poche dès la pose de la «première pierre» de ce vaste chantier destiné à loger durablement le bien-être culturel dans l'esprit des gens, pour emprunter à une terminologie que l'actuel Premier ministre connaît très bien en sa qualité de bâtisseur aguerri, ne signifie pas se démettre de la volonté de chercher et de mobiliser d'autres sources de financement.***

bruyamment médiatisées, même si humainement elles procèdent d'un sentiment de solidarité sincère, l'obligation pour les producteurs de se présenter avec un apport propre, réel, à hauteur d'un seuil prédéfini sans lequel aucune demande d'aide ne pourrait être recevable par les pouvoirs publics pour décourager justement les «chasseurs» de l'aide publique embusqués à chaque grand évènement, ajouté aux mesures d'aménagement fiscal ou de défiscalisation, de réduction des droits de douane appliqués à l'importation des matériels de production, de postproduction, d'exploitation et de distribution, et l'accès à des prêts bancaires à des taux bonifiés ; représentent autant d'aides indirectes depuis longtemps identifiées et envisagées, tout en responsabilisant, dans la même démarche, les porteurs de projets appelés à combattre la mentalité d'assisté qui a, c'est vrai, dans ce cas, lourdement pollué le secteur.

L'entrée en vigueur de l'obligation faite aux télévisions publiques et privées de diffuser un quota déterminé de films algériens dont la surveillance incombe à l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) et de convenir avec les projets ou les organismes concernés de formules de coproduction ou de préachat de droits de diffusion sur la base d'un pitching périodique qui pourrait s'organiser dans le cadre du Fdatic constitueront, avec le temps, des sources de financement non négligeables de l'activité cinématographique.

La création d'un fonds de soutien à la production cinématographique par des apports volontaires de type sponsoring des grandes entreprises du secteur public et privé et l'engagement à ce titre du patronat algérien à contribuer à l'essor du cinéma national qui ne manquera pas de l'honorer dans ses génériques et ses manifestations nationales et internationales, la contribution multiforme des wilayas dont le territoire et le patrimoine historique servent de sites à des plateaux de tournage, la dévolution au Fdatic du budget spécial alloué par l'Etat à la production de films de fiction

à caractère historique sur le mouvement national et la lutte de Libération nationale, la mission du ministère des Moudjahidine devant se limiter à la réalisation de programmes audiovisuels documentaires pour les besoins de la recherche et de la diffusion pédagogique, sont autant de pistes à explorer.

Il en est de même, cette suggestion étant a priori impopulaire, des festivals qui doivent faire preuve de solidarité et davantage d'austérité et pourquoi pas s'abstenir par une suspension volontaire durant une période déterminée, à l'exception du Festival du film amazigh, du film méditerranéen, de faire la fête en attendant la reprise de la production nationale en termes de quantité et de qualité.

Dans l'arc méditerranéen, il y a bien le

film arabe et le film engagé d'autant plus que le réalisme commande de ne pas chercher par entêtement et dogmatisme à essayer de faire ici ce qui se fait le mieux et depuis longtemps ailleurs. Alors le Festival international du film arabe d'Oran est-il dans ce cas de figure forcément durable et combien de titres présentés avec faste sous son logo ont connu à ce jour une notoriété en Algérie une fois le tapis rouge enroulé ?

Dans le cinéma aussi, sans remettre en cause son universalité en tant qu'art, la primauté de l'intérieur sur l'extérieur devrait s'imposer en ces temps de disette, pourrait-on dire.

En fait, dire du plan de relance de l'activité cinématographique, tel qu'esquissé, qu'il se décline nécessairement en programmes pluriannuels solidaires et structurants compte tenu des retards accumulés n'est pas une vue de l'esprit, et c'est au moins pour cette raison que l'objectif à atteindre impose un calendrier avec des tâches prioritaires en matière de restructuration, de formation et de financement. Bien d'autres actions viendront s'inscrire tout naturellement

dans ce chantier, à bien des égards salutaires pour la renaissance du cinéma algérien.

La réactivation de l'instance chargée de la lecture des scénarios et de l'évaluation des aides à la production et à la post-production et son transfert de l'administration centrale vers le CNCA, avec l'ouverture sans tarder d'un site web pour assurer à ses travaux l'indispensable transparence, de renseigner sur la quantité et la qualité des projets soumis à son étude, et révéler les tendances thématiques et artistiques qui les sous-tendent, la recomposition des commissions de visionnage qui doivent s'ouvrir à des représentants éclairés de la société civile et de l'univers cinéophile, les dispositifs de consultations internes et externes qui doivent élaborer des propositions pour l'octroi des cartes professionnelles qui travailleront sans nul doute à la valorisation de l'activité cinématographique sans faire dans l'exclusion facile, étrangère à l'essence même des valeurs de l'art, en encourageant notamment la jeune génération à s'investir dans tous les métiers et les genres de la création, et en protégeant la profession des nuisances des indus occupants.

Il faut garder à l'esprit en toutes circonstances, que le diplôme, quelle que soit sa valeur, s'il donne naturellement les clés d'accès aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel, ne fait pas forcément un bon cinéaste et que tout le génie consiste à reconnaître dans des profils à première vue effacés des prédispositions pour une carrière artistique qu'il y a lieu d'aider à se réaliser et à prospérer.

L'ordonnance pour la relance du cinéma algérien a-t-elle une fin ? Si le cinéma est assurément l'art de tous les arts, il ne peut s'accomplir pleinement sans un environnement social favorable qui invite par sa beauté, sa sérénité, sa sécurité même, son confort, le citoyen, seul ou en famille, à franchir de façon régulière les portes des salles de cinéma.

Pour avoir été ministre de la Ville, le Premier ministre, M. Abdelmadjid Tebboune, dont il faut se féliciter de l'engagement public à donner à l'activité cinématographique les moyens de sa renaissance et de son rayonnement national et international, n'a, bien évidemment, pas besoin de leçons dans ce domaine.

B. A.

## Publicité

### AVIS DE RECRUTEMENT IMPORTANTE SOCIÉTÉ PUBLIQUE RECRUTE DANS L'IMMÉDIAT UN «DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET MOYENS»

#### MISSIONS GÉNÉRALES :

- Assurer la gestion administrative du personnel ;
  - Assurer les relations avec les organismes externes et les partenaires sociaux ;
  - Détecter et évaluer les besoins en formation découlant du plan de carrière de la société ;
  - Elaborer et mettre en œuvre le plan de formation ;
  - Suivre la gestion des carrières notamment à travers les campagnes de promotion et avancement et en évaluant les résultats ;
  - Elaborer, lancer et mettre en œuvre les appels d'offres de l'entreprise conformément à la réglementation et au statut de l'entreprise ;
  - Elaborer l'inventaire annuel de l'entreprise ;
  - Elaborer et mettre en œuvre les conventions des prestations de service ;
  - Assurer la gestion des archives ;
  - Gérer le parc informatique ;
  - Assurer la gestion des moyens de l'entreprise et prendre en charge les activités liées à la sécurité et au gardiennage des locaux.
  - Autres missions.
- #### PROFIL EXIGÉ :
- Titulaire d'une licence ou diplôme équivalent ;
  - Master dans le domaine des ressources

#### humaines ;

- Expérience professionnelle dans le domaine dont au moins une (01) année dans un poste de responsabilité dans les ressources humaines ;
- Parfaite maîtrise de la législation de la relation de travail ;
- Droit social ;
- Parfaite maîtrise des métiers de l'entreprise ;
- Parfaite maîtrise de l'arabe et du français ;
- Anglais courant ;
- Bon sens de communication ;
- Rigueur et éthique professionnelles ;
- Résidant dans l'une des wilayas d'Alger, Tipasa ou de Boumerdès.

#### AVANTAGES DU POSTE :

- Contrat de travail indéterminé (CDI) ;
  - Salaire motivant ;
  - Cadre de travail agréable et autres avantages.
- Les candidats intéressé(e)s doivent faxer leur curriculum vitae (CV) et lettre de motivation au n° 023.30.14.99 ou à l'adresse, mail suivante : contact@aec.dz avant la date du 03/08/2017. Seuls les candidats sélectionnés seront invités à un entretien.

ANEP n° 215948 - Le Soir d'Algérie du 16/07/2017 -